



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 02 Mars 2008

N° 344 PRIX 0,60 Euro



TCHAD

**LES POPULATIONS EN ONT MARRE
DE DEBY ET DE LA GUERRE**

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Editorial

Tchad: Les populations en ont marre de Déby et de la guerre.

Page 4

Emeutes de la faim au Cameroun et au Burkina Faso

Page 7

Côte d'Ivoire: Le gouvernement veut baillonner un peu plus les travailleurs pour le plus grand bien de leurs exploitateurs

Page 8

- Iles Comores: Les habitants d'Anjouan risquent de faire les frais de la guerre entre les tyrans

Page 9

Vers la suppression du droit du sol à Mayotte ?

Page 10

Fidèle Castro quitte le pouvoir

**ABONNEMENT
FRANCE**

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE :LE PAT B. P. 42
92114 CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

TCHAD**LES POPULATIONS EN ONT MARRE
DE DEBY ET DE LA GUERRE**

Du 2 au 4 février, après trois jours de durs combats au centre même de Ndjaména, entre l'armée gouvernementale et une coalition de trois groupes de rebelles, Idriss Déby a réussi à sauver son régime, en repoussant les assaillants, et cela grâce au soutien actif du gouvernement français.

En effet devant la détermination des rebelles bien équipés -on parle de 300 pick up engagés dans le combat et de 3000 "combattants" lourdement armés, semble-t-il, par le régime soudanais- l'intervention de l'armée française a sans doute été décisive pour faire avorter l'attaque rebelle. En signalant à Déby les positions exactes des rebelles, en occupant l'aéroport pour veiller sur le matériel de guerre de ce dernier, en ravitaillant l'armée gouvernementale à partir de cette position stratégique et en interdisant l'accès aux rebelles de certaines artères de la capitale, la France a apporté une aide militaire déterminante à l'armée vacillante de Déby qui, au deuxième jour des combats, paraissait sur le point de tomber.

Alors quand le gouvernement français dit qu'il n'est pas impliqué dans le combat, c'est un mensonge. Un exemple : au moment où les rebelles voulaient s'emparer de l'aéroport de Ndjaména, il y a eu un échange de tirs, direct, entre ces derniers et les troupes françaises. De l'aveu même d'un de leur cadre supérieur militaire, il y a eu deux soldats français blessés. Les rebelles, devant la réaction de l'armée française, se sont retirés car leur objectif, c'est de chasser Déby et son clan pour prendre leur place. Pour eux, l'armée française n'est pas une armée d'occupation, mais plutôt une armée amie. Tout ce qu'ils souhaitent, c'est que cette armée-là soit de leur côté. Mais pour le moment, elle soutient Déby, et ils viennent d'en faire la triste expérience.

Comme c'est souvent le cas, chaque fois que des combats éclatent entre les rebelles et le gouvernement, que ce soit à Ndjaména ou dans le reste du pays, ce sont toujours les populations civiles qui sont les premières victimes et les plus nombreuses. Après les trois jours d'affrontements sanglants de Ndjaména, on parle officiellement de 400 morts et disparus, et des centaines de blessés. Par milliers, les populations de la capitale, qui fuient les combats, ont gagné Kousséri,

au Cameroun pour y trouver refuge. Dans la confusion, le régime en profite pour réprimer ou supprimer ceux qui s'opposent à sa politique dictatoriale, en particulier des opposants. A Ndjaména même, après la fin des combats, les stigmates des affrontements sont bien visibles : cadavres jonchant le sol, marché central et radio nationale brûlés, nombreux pick up calcinés, arbres arrachés par des tirs, trous béants dans les murs, etc.



Des militaires français patrouillant dans les rues de Ndjaména

Des Ndjaménois qui ont fui les combats hésitent à regagner leur domicile; ils craignent une éventuelle reprise des hostilités dans les jours à venir. Ils craignent également pour leur vie car le couvre-feu instauré après les combats est prolongé jusqu'au 15 mars, de minuit à 6 heures. En effet, sous prétexte d'arrêter des rebelles qui se seraient transformés en civils pour se dissimuler parmi la population; sous prétexte aussi de saisir des objets volés par des pillards au cours des événements, des militaires de Déby en profitent pour dépouiller les gens de tout ce qui semble

avoir de la valeur : radio, télévision, lits en fer, téléphones portables, etc. Certaines personnes en fuite préfèrent attendre encore à Kousséri malgré leurs conditions de vie difficiles. Parqués dans des camps de réfugiés aménagés à la hâte, beaucoup vivent tant bien que mal des maigres distributions d'aides aléatoires des organisations internationales.

Comme eux, la plupart des Tchadiens en ont assez de cette guerre civile qui dure depuis des décennies mais dont ils ne voient pas la fin; c'est toujours un perpétuel recommencement avec son cortège de morts et de blessés.

Faute d'une issue proche, les populations en sont à souhaiter vivement le départ du dictateur Déby. C'est depuis 1990 qu'il est au pouvoir mais rien n'a vraiment changé dans le sens d'une petite amélioration de leurs conditions de vie. Depuis l'exploitation du pétrole, en 2003, les populations croyaient que leur sort allait s'améliorer. Des années ont passé mais elles n'ont rien vu venir. C'est toujours la misère et la désolation partout dans le pays. La situation ne fait que s'empirer. Alors beaucoup veulent un autre dirigeant à la place de Déby avec son clan. Peu leur importe que ce dernier soit un militaire, un rebelle ou même un civil. Que Déby s'en aille.

Quant aux dirigeants de l'opposition, ce sont des concurrents pour Déby. Cela ne fait pas d'eux des amis des classes pauvres, bien sûr.

On a bien vu, depuis le règne de Tombalbaye, ce dictateur a été remplacé par d'autres dictateurs mais rien n'a changé pour les déshérités. Les dirigeants qui se sont succédé au pouvoir se sont enrichis tandis que les populations continuent de crouler sous la misère.

=====

TCHAD**LIBÉREZ LES OPPOSANTS ARRÊTÉS !**

Alors que les rebelles qui, pendant trois jours ont essayé, sans succès, de renverser le régime de Déby par la force des armes; alors que les assaillants, battus, se sont retirés de Ndjaména vers l'Est du Tchad, dans leur zone, la garde présidentielle de Déby a commencé à traquer les opposants et tous ceux qui critiquent son régime. Trois opposants ont été ainsi enlevés par la force, à leur domicile. Il s'agit de Ibni Oumar, responsable et porte parole de plusieurs partis politiques regroupés au sein d'un collectif, de Yorongar, député, favorable à la mise en place d'un Etat fédéral au Tchad et de Lol Mahamat Choua, ancien président de la république. Si ce dernier a été relâché et mis en "résidence surveillée", on est toujours sans nouvelle des deux autres depuis le 3 février, date de leur arrestation.

En route pour l'Afrique du Sud, Sarkozy a fait une escale de quelques heures à Ndjaména où il s'est entretenu avec le dictateur Idriss Déby. A

propos des opposants, ils sont tombés d'accord pour la création d'une "commission internationale d'enquête". Du sort de ces opposants, on n'en sait toujours rien.

Rappelons que Déby était autrefois le bras droit du très sinistre Hissen Habré qui coule des jours paisibles à Dakar sans être inquiété; il était surtout connu comme l'exécutif des basses oeuvres de ce dernier. Depuis 1990, date à laquelle Déby a pris le pouvoir grâce au soutien du gouvernement français, il roule pour lui-même. Il continue de faire son sinistre travail de boucher ou il le fait faire : tortures ou éliminations physiques des opposants, pour asseoir son régime.

A Paris, une centaine de ressortissants tchadiens ont manifesté le 1^{er} mars pour protester contre l'arrestation des opposants. Au cri de "Déby assassin, Sarkozy complice" ou "Libérez Yoro et Ibni", ils ont marché de l'Ambassade du Tchad jusqu'à la Place du Trocadéro. Libération immédiate des opposants emprisonnés !

ÉMEUTES DE LA FAIM AU CAMEROUN ET AU BURKINA FASO

Dans les grandes villes du Cameroun telles que la capitale Yaoundé et Douala, le principal port maritime et capitale économique du pays, des émeutes contre la vie chère ont eu lieu récemment. D'autres grandes villes telles que Bafang et Bamenda sont le théâtre de la révolte de la population surtout de la jeunesse. Les forces de l'ordre auraient fait une vingtaine de morts au cours de la dernière semaine de février.

La hausse des tarifs des produits de base n'est pas la seule cause des émeutes. Il y a aussi le projet du dictateur Paul Biya de vouloir procéder à une réforme constitutionnelle pour se maintenir au pouvoir après la fin de son mandat en 2011 (il est au pouvoir depuis un quart de siècle).

Les militaires du régime ont saccagé les locaux de "Radio Magic" et confisqué



***Émeutiers dans les rues de Douala
le 25 janvier dernier***

son matériel après avoir arrêté les animateurs de cette station sous prétexte qu'"ils avaient permis à des individus d'insulter le gouvernement et le chef d'Etat".

Au Burkina Faso des marches contre la vie chère se transforment en émeute malgré l'interdiction par le régime et leur annulation par les responsables qui avaient lancé l'appel. Les principales villes du pays : Ouagadougou, Bobo Dioulasso, Banfora et Ouahigouya ont été le théâtre d'émeutes de la population. Le 27 février, Ouagadougou était presque en état de siège.

La brutalité des hommes en treillis avait fini par faire l'unanimité de tous contre eux. Les grands groupes capitalistes tels que Nestlé, Unilever, Danone, etc. qui ont main basse sur les circuits alimentaires ne sont pas étrangers à la hausse des prix actuels sur les marchés y compris dans des pays d'Afrique.

Ces multinationales possèdent d'énormes quantités de nourriture dans leurs magasins de

stockage. Elles n'hésitent pas à spéculer sur ces denrées et ainsi provoquer artificiellement des hausses des prix sur les étals afin que leurs actionnaires s'enrichissent toujours plus. D'un côté les agriculteurs et les petits paysans sont obligés de céder à vil prix leur production de viande et de l'autre côté les consommateurs doivent payer au prix fort les produits destinés à leur alimentation.

Tant qu'il en sera ainsi, tant que les grands trusts décideront de tout sans se préoccuper des conséquences pour les plus démunis, les travailleurs des pays industrialisés seront inévitablement poussés vers la misère et les populations des pays pauvres vers la famine. Les émeutes qui résultent de cette situation ne suffisent pas pour y mettre fin. Il est urgent que les travailleurs de tous les pays se donnent la main pour exercer un contrôle sur ces multinationales.

BURKINA FASO

FLAMBÉE DES PRIX LA POPULATION CRIE SON RAS-LE-BOL !

La capitale burkinabé, Ouagadougou, n'a pas échappé à la vague de colère commencée à Bobo Dioulasso, la deuxième ville du pays. En une douzaine de jours plusieurs localités ont connu la même situation, dont la ville de Banfora, la dernière grande ville avant la frontière ivoirienne. Partout, les populations ont exprimé leur colère dans la rue face à la flambée des prix. Quelques bâtiments gouvernementaux comme la Douane ou la Mairie de la ville de Bobo en ont fait les frais, ainsi que des feux de signalisation routière qui ont été vandalisés.

Ce coup de colère n'attendait en fait qu'une étincelle depuis longtemps pour exploser. Elle est venue du gouvernement lui-même qui a multiplié d'un seul coup par 3 ou 4 les sommes à payer pour les patentes et autres taxes à n'en plus finir imposées aux «commerçants», mécaniciens, coiffeurs, tenants des kiosques, à tous ceux qui se débrouillent de petits métiers, et ils sont nombreux surtout par ces temps difficiles. C'était la goutte d'eau de trop qui a fait déborder le vase.

La population n'en peut plus de subir sans broncher ces augmentations successives des prix du maïs, du riz, de l'huile, du savon, du carburant nécessaire pour les mobylettes, etc. qui atteignent des prix sans rapport avec les maigres revenus de la grande majorité des Burkinabé. Par exemple, un dur labeur à l'usine est payé à 1 200 francs CFA la journée. Mais, faut-il encore trouver du travail ! Un coupeur de canne dans une plantation agro-industrielle est payé à la tâche. Pas de travail, pas de revenu ! Après un travail de forçat commencé à l'aube, cet ouvrier percevra peut-être 1000 F, s'il est bien portant. Le vendeur de fagots ira chercher son bois à bicyclette à 20 ou 25 km de la ville pour toucher en fin de compte une malheureuse somme de 500 ou 750 F. La paysanne ira vendre son panier de mangues ou de choux au marché à une distance de 10 ou 15 km (avec son bébé attaché sur le dos), pour en tirer peut-être 500 F ! Une coiffeuse travaillant dans un salon de coiffure touche 500 F par jour. C'est le même bas revenu pour un éleveur de bétail.

Le gouvernement dit que le sac de 100 kg de maïs, qui est la nourriture de base de nombreuses populations, est vendu à un prix fixe de 11 000 F. Non seulement c'est un mensonge, puisque dans certaines régions, le prix est à 15 voire 16 000 F. Mais de plus, qui a donc les moyens d'acheter d'un seul coup tout un sac de maïs ? La population l'achète par « tine », au fur et à mesure, selon les moyens. Finalement, le prix du sac revient bien plus cher ! Il en va de même pour le riz. Le sac de 50 kg qui était vendu à 11 ou 12 000 francs est passé au dessus de 13 000 francs. Là aussi, faut-il encore avoir les moyens de l'acheter en gros ! Le savon qui était à 200 F est passé à 350 voire 400 F. La bouteille d'huile (90 cl) vendue précédemment à 750 Fr est passée à 1100 F, le kilogramme de lait en poudre de 1000 F à 3000 F !

Ceux qui sont pauvres et qui ont le malheur de tomber malades ne peuvent même pas se payer une seule boîte de 12 comprimés de «Doliprane» (1 600 F) après une journée de dur labeur. Pas même, d'ailleurs, l'instituteur qui est payé à environ 35 000 F par mois !

Ceux qui dirigent ce pays sont à mille lieux des préoccupations et des réalités cruelles que vit la grande majorité des habitants. Eux sont logés, nourris, blanchis et roulent dans des grosses cylindrées, sur le compte de l'Etat. Ils vivent la vie tranquille et insolente de cette catégorie aisée constituée de gros commerçants et affairistes en tous genres. Tous ces gens-là vivent dans un tout autre Burkina Faso. Ils ne subissent pas les conséquences des augmentations successives des

prix. Leurs hauts revenus les met à l'abri des soucis quotidiens de la vie.

Face à cette réalité, les gens ont crié : ça suffit ! Le gouvernement a d'abord montré de la fermeté en tuant au moins 2 personnes à Bobo et faisant plusieurs arrestations. Mais cela n'a pas empêché la colère de se propager et de gagner d'autres villes. Craignant alors que la capitale ne soit touchée elle aussi, le gouvernement a changé tout d'un coup d'attitude en annonçant la suspension pour trois mois des droits de douanes sur l'importation de quelques produits de grande consommation tel que le riz. Mais ces mesures complètement dérisoires n'ont pas empêché la colère de gagner la ville de Ouagadougou le lendemain même de cette annonce. Le pouvoir de Compaoré, s'il se sent menacé, peut durcir encore plus la répression tout en utilisant toute sortes de démagogies et d'astuces pour tromper la population.

La réalité au Burkina c'est que les gens n'en peuvent plus. Il n'y a plus de pouvoir d'achat ! Les enfants chassent le moindre lézard pour combler les protéines qui leur manquent. Les salariés espèrent l'annonce d'une augmentation sensible de leurs revenus par le gouvernement. Mais ils risquent d'être bien déçus. Pour espérer obtenir une telle augmentation de salaire, il faudrait bien autre chose qu'un simple coup de colère ! Aucun gouvernement ne prendra une telle mesure sans une mobilisation réelle du monde du travail. Ce qui n'est pas encore le cas et c'est ce qu'il faudrait pourtant pour espérer voir quelques améliorations dans les conditions d'existence des familles des travailleurs.

CÔTE D'IVOIRE

**LE GOUVERNEMENT VEUT BAILLONNER
UN PEU PLUS LES TRAVAILLEURS POUR
LE PLUS GRAND BIEN DE LEURS EXPLOITEURS**

Au moment où les maigres salaires des petits employés de l'Etat comme ceux des travailleurs du secteur privé fondent comme beurre au soleil à cause des augmentations incessantes des prix des marchandises et du transport entre autres, mais aussi à cause du blocage des salaires depuis des années, le chef de l'Etat multiplie les menaces à l'encontre de tous ceux qui seraient tentés de recourir à des mouvements de grèves revendicatives.

C'est ainsi que lors de la cérémonie du 45^{ème} anniversaire de la SIR (Société Ivoirienne de Raffinage) le 6 février dernier, il a déploré une nouvelle fois que ce pays soit atteint de la «grévomania» (la maladie de la grève). Pour lui «Les gens sont en grève pour rien et pour n'importe quoi». Mais depuis quand les travailleurs se mettent en grève pour «n'importe quoi» ? Si pour lui l'augmentation des salaires c'est «n'importe quoi», ce n'est pas le cas pour l'ensemble des petits salariés de pays. Sait-il que lorsqu'il y a des grèves, les travailleurs ne sont pas payés et de plus ils sont sanctionnés, parfois licenciés comme des pestiférés? Au lieu de dire que nos salaires devraient être revus à la hausse pour compenser la cherté de la vie, il s'en prend à ceux qui osent revendiquer.

Nos conditions d'existence désastreuses ne préoccupent ni les tenants du pouvoir ni les patrons, toujours plus voraces. Ce que veulent ces derniers, c'est tirer de notre force de travail le maximum de profit tout en maintenant les salaires au plus bas. Ces patrons bafouent les droits les plus élémentaires des travailleurs d'autant plus facilement qu'ils savent que ceux qui dirigent ce pays, ceux d'hier comme ceux d'aujourd'hui, sont de leur côté.

Lorsque Gbagbo dit que «actuellement celui qui se met en grève est un criminel», il dit

clairement son mépris envers l'ensemble du monde du travail. Lorsqu'il dit que la loi en vigueur sur les droits de grève n'est pas assez dure contre les salariés et qu'«une nouvelle loi du travail s'impose après la guerre», il dit clairement qu'il veut encore plus réduire les droits des salariés. Ces paroles, faut-il le souligner, balayent les illusions de ceux qui espéraient que l'amélioration de leur sort pouvait venir du côté de la présidence.

Ainsi donc pour Gbagbo les travailleurs ne doivent ni revendiquer, ni faire la grève parce que le pays serait en crise. Mais pendant ce temps, il laisse les mains libres aux employeurs pour profiter de cette situation, rendant plus précaire encore la vie des travailleurs. C'est ainsi que les entreprises n'embauchent plus même quand leurs carnets de commande sont remplis. L'emploi de journaliers corvéables à merci s'est répandu tout comme les heures supplémentaires obligatoires souvent non payées.

C'est le même mépris envers les populations pauvres que le gouvernement et les autorités municipales affichent lorsqu'ils envoient les «forces de l'ordre» pour débarrasser les rues de certains quartiers sur les trottoirs desquels les petits marchands vendent de petites choses pour survivre. C'est ce même mépris qui anime les autorités lorsque les policiers sont envoyés contre les habitants d'Abobo qui ont manifesté tout dernièrement contre les coupures d'eau dans leur quartier.

Partout et dans tous les domaines lorsque les travailleurs ou les habitants des quartiers pauvres essaient d'agir pour l'amélioration de leurs conditions d'existence, ils trouvent sur leur chemin le gouvernement, toujours de mèche avec ceux qui affament les travailleurs. Mais à force de mépriser ainsi les classes pauvres, ces gens-là finiront par provoquer la grande colère qu'ils méritent.

SÉNÉGAL**COLÈRE DES TRAVAILLEURS
DE L'USINE NESTLÉ**

Le groupe Nestlé est présent au Sénégal depuis 34 ans. Son usine de production de lait est située au km 15 sur la route de Rufisque. Outre le lait, cette unité produit également des concentrés de viande et autres sauces "Maggy", ainsi que 26 autres produits alimentaires. Ces produits sont destinés non seulement au marché national mais également à être exportés vers les pays voisins.

Deux cents cinquante à trois cents personnes travaillent à Nestlé. Leurs conditions de travail se sont beaucoup aggravées depuis ces dernières années. La charge de travail augmente chaque jour alors que le nombre de personnes reste identique. Les dirigeants du groupe ont mis en place un directeur des Ressources humaines qui se comporte à l'égard du personnel de façon impitoyable. Ceux qui s'opposent aux horaires déments, aux brimades et autres mesures vexatoires sont sévèrement réprimés. Un délégué, Basile Preira, qui tenait une assemblée générale a été mis à la porte. Cela a provoqué l'arrêt immédiat du travail au sein de toutes les catégories du personnel, employés et cadres compris, le 21 février

dernier. Les grévistes étaient très déterminés. Ils portaient un brassard rouge au bras et un foulard de la même couleur à la tête pour marquer leur solidarité à l'encontre de ce licenciement abusif contre un des leurs qui était dans la boîte depuis 17 ans et qui était un délégué du personnel. Non seulement la production s'est complètement arrêtée dans cette usine qui tournait 24 heures sur 24, mais aucun produit ne pouvait quitter les magasins de stockage.

Le manque à gagner pour les patrons de cette boîte est estimé à environ 30 millions de francs CFA par jour selon la pesse. L'inspection du travail de Dakar ainsi que les travailleurs retraités ont servi de médiateurs au conflit, et le travail a fini par reprendre le 29 février dernier. Il est difficile de connaître toutes les modalités et les conditions de la reprise.

Ce qui est sûr, c'est que malgré le poids du chômage dans le pays, les patrons ne peuvent pas imposer n'importe quelle condition aux travailleurs surtout lorsque ceux-ci sont unis face à eux.

ILES COMORES**LES HABITANTS D'ANJOUAN
RISQUENT DE FAIRE LES FRAIS
DE LA GUERRE ENTRE LES TYRANS**

L'archipel des Comores situé dans l'océan indien au large de Madagascar est composé de quatre îles : la Grande-Comore, Mohéli, Anjouan et Mayotte. Cet ensemble d'îles forme une entité géographique dont les habitants s'expriment dans la même langue, une variante du Soihili, langue parlée et écrite dans plusieurs pays d'Afrique.

Après plus de 130 années de régime colonial français, les Comores qui ont acquis leur indépendance en 1975, ont connu une vingtaine de coups d'Etat en trois décennies. La France a accordé l'indépendance à trois de ces îles, la quatrième Mayotte ayant opté pour rester dans le

giron français. Tout cela n'a fait qu'accentuer la misère de la population.

Bob Denard, barbouze des services secrets post coloniaux, décédé récemment avait organisé quatre de ces coups d'Etat. Il plaçait à la tête du régime le dirigeant de son choix. La France le laissait faire. Les compagnies pétrolières tels que Elf/Aquitaine et Total lui confiaient des missions sur d'autres pays africains lorsque leurs intérêts le dictaient.

Tout cela n'est pas sans conséquence sur l'évolution ultérieure de ces îles et sur la situation actuelle qui y prévaut. Les dictateurs qui s'affrontent pour le contrôle de leur pré carré ont sans doute beaucoup appris des méthodes de Bob

Denard. La presse des pays limitrophes fait état de tortures à Anjouan, commises par le clan séparatiste contre les personnes favorables au gouvernement central basé à Moroni dans la Grande-Comore. Les îles Comores sont petites et n'ont pas beaucoup de ressources. Elles possèdent chacune un gouvernement plus ou moins autonome et plus ou moins fédéré. Celui d'Anjouan dirigé par le colonel Bakar multiplie les menaces séparatistes depuis l'année 2002 à l'égard du pouvoir central.

Cette île est la plus proche géographiquement de Mayotte et de nombreuses personnes en situation de détresse et en proie à la chasse à l'homme tentent chaque nuit de débarquer à Mayotte. Beaucoup font naufrage sans que les autorités de ce lambeau de territoire français ne leur portent secours et assistance.

Sambi, le dirigeant de l'Union a sollicité et obtenu l'appui militaire de la part de l'Union Africaine et surtout des grandes puissances, France et Etats-Unis, pour reconquérir Anjouan par la force. L'assaut est paraît-il imminent pour déloger le colonel récalcitrant et ses fidèles. Les dictateurs africains et les grands de ce monde évoquent «un droit d'ingérence». Ils parlent aussi de «sauver la démocratie en péril». Tout cela ce n'est que mot creux et au fond ce qui importe le plus aux grandes puissances, ce n'est pas la souffrance endurée par la population pauvre ni un quelconque déficit de démocratie du tyran à son égard. Ce qui les importe le plus c'est le renforcement de l'autorité centrale pour que celle-ci arrête plus efficacement la fuite des gens vers Mayotte, île considérée par la France comme faisant partie de son territoire.

VERS LA SUPPRESSION DU DROIT DU SOL À MAYOTTE ?

Une réforme scélérate visant à remettre en cause le droit du sol est en gestation dans certains ministères. Le secrétaire d'Etat à l'Outre-mer Christian Stasi a déclaré récemment : «Nous pourrions prendre une décision exceptionnelle qui fasse que tout enfant né de parents en situation irrégulière ne puisse plus réclamer son appartenance à la nationalité française». Ce monsieur précise qu'il «est important d'envoyer un signal fort» pour dissuader les femmes enceintes d'arriver clandestinement depuis Anjouan à Mayotte pour y accoucher. Ce genre de déclaration est une véritable insulte à l'égard de tous ceux qui n'ont d'autres choix que de fuir la misère, la dictature, les maladies, les chefs de guerre et parfois le tout à la fois.

Ces situations sont en grande partie liées à l'organisation sociale et économique, à la mainmise

des grandes à puissances capitalistes sur l'économie mondiale. Les responsables politiques du gouvernement français ne font que multiplier les mesures répressives à l'égard des gens démunies en proie à tous les fléaux. Dans le même temps ils n'hésitent pas (à l'exemple de Sarkozy) à afficher ouvertement leurs liens avec le monde des nantis tels que Bolloré ou Bouygues. Leur prédécesseur Chirac était connu pour ses liens avec le marchand d'avions de mort tel que Dassault. Tous ces gens ont bâti au fil des ans leur fortune précisément sur la sueur des millions de gens en Afrique et ailleurs.

Si le droit du sol est remis en cause à Mayotte, ce serait la porte ouverte à une persécution à l'égard des enfants et des bébés nés de parents originaires des pays pauvres. Incapable de résoudre les maux dont souffre l'humanité, le système capitaliste devient de plus en plus barbare.



CUBA**FIDEL CASTRO QUITTE LE POUVOIR**

Castro a cessé d'être le président de Cuba parce qu'il est vieux et malade. Et c'est son frère Raùl qui l'a succédé.



Quel sera l'avenir de Cuba avec Raùl Castro au pouvoir ? Il est difficile de dire pour le moment. Depuis quelques années le pays s'ouvre au monde occidental. L'opposition n'a pas droit de cité. Y aura-t-il plus de liberté pour les travailleurs, les paysans et les intellectuels avec le nouveau régime ? Il faut le souhaiter. Mais si Cuba cède à la pression de l'impérialisme américain il y aura tous les risques qu'une dictature comme celle de Batista reprenne le pouvoir.

En son temps lorsque Castro, porté au pouvoir par une révolte paysanne, prit le pouvoir il avait le soutien de la population cubaine. Le dictateur Batista, l'homme de l'impérialisme américain fut chassé avec le soutien de la population qui avait souffert de son régime pourri.

Batista, comme bien d'autres dictateurs, s'était enrichi en mettant la main sur les caisses de l'Etat ainsi que par la pratique de la corruption, la main mise sur les réseaux de prostitution, casinos et autres. Mais derrière lui il y avait les grandes sociétés américaines qui possédaient des terres

agricoles, des entreprises voire des casinos et des bordels. Il régnait par la terreur. Toute opposition en particulier parmi les classes moyennes et les paysans était systématiquement éliminée. Ces derniers se tournèrent peu à peu vers les guérilleros. Dans les années 1950, Castro jeune avocat regroupa autour de lui des centaines de jeunes pour renverser le pouvoir et établir un régime démocratique. C'est ainsi qu'en juillet 1953 le groupe s'attaque à la caserne de Santiago. La tentative échoua, et la répression fut féroce. Castro fut emprisonné comme bien d'autres. Libéré en 1955 il s'exile au Mexique. C'est à partir de là qu'il organisa avec Che Guevara une lutte armée de guérilla. C'est ainsi que le mouvement engagé par Castro finit par renverser la dictature de Batista en 1959.

Castro ne se réclamait pas du communisme. Son objectif se limitait à débarrasser le pays de la corruption, de la Mafia, de la dictature des grands propriétaires qui accaparaient toutes les ressources pendant que les paysans mourraient de faim. Au début il a cherché à établir des liens avec l'impérialisme américain ; c'est ce dernier qui ne l'a pas voulu. Les USA n'ont pas admis que leur homme de main, Batista, soit éjecté du pouvoir et cela à 180Km de leur côte. Ils ont au contraire institué un blocus économique. Du coup Castro nationalisa tous les biens des américains et se tourna vers l'URSS. Et depuis 1959 les USA ont pratiquement isolé Cuba du reste du monde. Les grandes puissances se sont solidarisées entre elles pour étrangler l'économie du pays. Les rares usines ont du mal à s'approvisionner en pièces détachées. Les matériels de véhicules de transport souffrent de la même pénurie. Depuis quelques temps certains pays d'Amérique latine comme le Venezuela d'Hugo Chavez viennent au secours de Cuba pour desserrer l'étau. Mais c'est peu de choses au regard des besoins réels.

Dès le début cela n'a pas empêché Castro de faire un certain nombre de réformes, en

particulier dans le domaine de la santé, l'éducation et en faveur de la paysannerie. Même si à Cuba il y a des inégalités, elles sont en tout cas moins criantes, moins choquantes que dans les autres pays de l'Amérique latine, et surtout de l'Afrique. Le régime a éliminé l'analphabétisme, la population ne meurt pas de faim. De toute façon le régime a le mérite de ne pas céder à la pression américaine même si cela a contribué à l'appauvrissement de la société cubaine.

Lorsque le nouveau régime de Cuba s'est établi en défiant l'emprise de l'impérialisme américain cela a suscité la sympathie et la popularité dans tous les pays du Tiers Monde et en particulier en Amérique latine. Cuba était présenté comme le symbole de la lutte contre l'impérialisme américain. Surtout lorsque ce dernier a essayé de renverser le pouvoir de Castro par une intervention militaire à partir de la baie des Cochons en 1961. La tentative a échoué et la sympathie augmenta d'autant.

Castro n'a jamais parlé au nom de la classe

ouvrière, ni de l'internationalisme. Si à partir d'un certain moment il se réclamait du communisme cela date de ses liens avec l'Union Soviétique des années 1960, l'Etat des bureaucrates staliniens. Et à ce moment là il n'avait pas beaucoup de choix, le pays était isolé du reste du monde. La révolution castriste n'a rien à voir avec la révolution d'octobre 1917 en Russie. Castro n'avait pas l'ambition de propager la révolution dans le reste du monde ni d'aider les peuples du Tiers Monde à se libérer du capitalisme. Certes Che Guevara a essayé d'exporter à la Bolivie la guérilla paysanne pour y mettre en place un régime moins hostile à l'égard de Cuba. Ce fut un échec et Che Guevara le paya de sa vie.

Dans les pays du Tiers Monde certains intellectuels cherchaient du côté de Cuba un exemple à suivre. Cuba a constitué un exemple de révolution nationale radicale. Mais c'est une impasse car aucun peuple, aucun pays surtout pauvre ne peut connaître une émancipation véritable tant que la planète ne sera pas débarrassée du système capitaliste.

=====

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.